

INDISCIPLINES

La ville durable, du politique au scientifique

Nicole Mathieu et Yves Guermond
Éditeurs scientifiques



éditions
Quæ

La ville durable, du politique au scientifique



INDISCIPLINES

La ville durable, du politique au scientifique

Nicole Mathieu et Yves Guermond
Éditeurs scientifiques

Préface Jean-Marie Legay

éditions
Quæ

La collection « Indisciplines », dirigée par Jean-Marie Legay sous l'autorité de l'Association Natures Sciences Sociétés-Dialogues, a la même orientation thématique que la revue du même nom déjà éditée par celle-ci.

Elle se donne pour vocation d'accueillir des textes traitant des rapports que l'homme entretient avec la nature, y compris la sienne propre, que ce soit à travers des relations directes, ou les représentations qu'il en a, ou les usages qu'il en a fait, ou encore les transformations qu'il provoque, consciemment ou non. Bien entendu, les conséquences que l'homme subit en retour et la façon dont il y répond, soit en tant qu'individu, soit socialement, soit même globalement en tant qu'espèce, intéressent vivement la collection.

Ce sont des questions, on le comprend aisément, qui en appellent à toutes les sciences de la terre, de la vie, de la société, des ingénieurs et à toutes les démarches de recherche, éthique comprise. Ces ouvrages s'attachent à traiter de façon plus profonde, plus générale, plus documentée aussi, de sujets qui ne peuvent être abordés que de manière brève et limitée dans un article de périodique.

La rédaction de ces livres peut être le fait d'un ou plusieurs auteurs, d'un collectif de collègues réunis pour la circonstance ou à l'occasion d'un colloque. Un comité éditorial évaluera la qualité scientifique du manuscrit.

Sommaire

Préface

Jean-Marie Legay 7

Introduction

Nicole Mathieu et Yves Guermond 11

Partie I

La durabilité du côté du politique

Croissance contre développement durable. Les politiques des villes
seront-elles modifiées par le développement durable ?

Pascale Loget 33

Du difficile usage du concept dans l'agglomération de Rennes

Anne Mévellec 37

L'introuvable ville durable

Dominique Couret, Anne Ouallet et Bezunesh Tamru 47

La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques

Emmanuel Torrès 57

Métropole et développement durable :
regard sur la programmation des villes canadiennes

Gilles Sénécal, Stefan Reyburn et Claire Poitras 71

Partie II

Du politique à la mise en œuvre technique

De la gestion durable d'une petite commune française :
Chevry-sous-Le-Bignon

Richard Tomassone 91

La mise en œuvre de la ville viable :
une problématique d'action publique

Mario Gauthier et Laurent Lepage 101

Sociologie du compteur d'eau

Bernard Barraqué 119

La ville durable en quête de transversalité

Cyria Emelianoff 129

Partie III

Confronter l'utopie aux villes réelles. Pour une évaluation locale de la durabilité

L'insoutenable légèreté de la ville durable :

la preuve par l'Inde ?

Alain Vaguet, Sandrine Brisset et Emmanuel Eliot 145

L'« urbanisme sauvage » comme modèle du développement urbain :

le cas polonais

Bohdan Jalowiecki 165

La dimension territoriale des nuisances aéroportuaires

Bernard Barraqué et Guillaume Faburel 175

Pour une écologie spatiale urbaine

Yves Guermond 195

6

Partie IV

L'interdisciplinarité, une nécessité ? Premières pratiques en milieu urbain

La durabilité urbaine et la nature en ville :

le besoin d'interdisciplinarité

Stéphanie Pincetl 209

Pratiquer l'interdisciplinarité pour gérer l'animal en ville

André Sauvage et Philippe Clergeau 221

L'habitabilité des milieux urbains :

un objet au croisement des disciplines

Wandrille Hucy, Nicole Mathieu, Thierry Mazellier et Henri Raynaud 237

Appréhender la ville comme (mi)lieu de vie.

L'apport d'un dispositif interdisciplinaire de recherche

Nathalie Blanc, Sébastien Bridier, Sandrine Glatron, Lucile Grésillon et Marianne Cohen 261

Liste des auteurs 283

Préface

Jean-Marie Legay

Six milliards d'hommes, de femmes et d'enfants peuplent en 2003, notre Terre. Leur répartition est cependant très inégale ; d'ailleurs un tiers des terres émergées est inhabité ! L'Europe atteint en moyenne 69 habitants par kilomètres carrés, mais avec de grands écarts : les Pays-Bas avec 464 hab/km², la Belgique avec 333, et a contrario l'Islande avec 3 hab/km², la Russie avec 9, la Norvège avec 14. Les petites surfaces posent toujours des problèmes particuliers pour des raisons historiques et politiques : l'Île Maurice avec 397 hab/km² et Monaco avec 16 798, le Vatican avec 1 194 et Malte avec 1 230. Dans l'agglomération parisienne, on atteint 832 hab/km², pour une population d'environ 10 millions d'habitants (16 % de la population de la France) sur une surface qui n'est que 3,6 % de ce pays.

Les inégalités proviennent aussi du pourcentage relatif des différentes catégories citées (hommes, femmes, enfants). Il y a des pays comme l'Algérie où c'est 35 % de la population qui a moins de 15 ans (et 4 % de plus de 65 ans), d'autres comme le Malawi où c'est plus de 46 % (avec en même temps 3 % de plus de 65 ans), d'autres encore comme l'Allemagne avec 15 % de moins de 15 ans et 16,4 de plus de 65 ans.

De telles inégalités ont toujours existé dans l'histoire démographique des pays de notre Terre ; mais elles sont renforcées aujourd'hui par la diminution de la population rurale, et l'augmentation de la population totale ; c'est parfois les 9/10^e de la population qui, souvent pour des raisons très différentes, sont urbanisés (Monaco, 100 % ; Belgique, 97,3 % ; Islande, 92,5 %). En outre le pourcentage d'habitants rassemblés dans la capitale est également très variable : de 1,4 % dans l'agglomération de Washington, à 62 % à Reykjavik ou 59 % à Beyrouth.

Il y a cependant quelques régularités. Deux tiers des hommes vivent à moins de 500 km des côtes, quatre cinquième de la population vit à moins de 500 mètres d'altitude. Mais le phénomène le plus évident, le plus persistant, est le processus d'urbanisation, qui se compose avec la croissance de la population totale. Cette urbanisation se réalise soit par la densification des villes existantes, le développement vertical des centres-villes, soit par l'extension horizontale d'interminables banlieues. La création de villes nouvelles est maintenant plutôt rare et problématique (par exemple en France, l'Isle d'Albeau, Marne la Vallée, etc.).

Ce n'était pas la situation il y a 2000 ans, où il n'était pas exceptionnel que la création ou l'enrichissement d'un village conduise à une nouvelle agglomération. Avant d'étudier ce que pourrait être une ville durable, on peut s'interroger sur ce qu'est une ville ; et les auteurs n'y ont pas manqué bien que la ville soit encore bien mal connue. En France, il faut au moins 2 000 habitants pour être candidat au statut de ville ; mais il en faut 5 000 en Autriche et seulement 300 en Islande. Ce n'est peut-être pas le plus important. Les auteurs anciens insistaient sur le fait qu'il fallait une situation salubre, une bonne position stratégique, et une adaptation correcte aux nécessités de la vie publique. Et, nous dit C. Gaudineau (dans l'ouvrage de Georges Duby sur l'Histoire de la France urbaine, 1980) : « Ce qui domine dans les textes c'est la conviction que la vie urbaine est le seul mode de vie civilisé ; l'absence de villes correspond à l'état de sauvagerie marqué par le brigandage et par la guerre ». En est-il resté quelque chose ?

Périodiquement, au cours de l'histoire, on peut se poser la question de la définition d'une ville, et l'on constate que cette définition évolue, qu'elle était relativement simple et en tout cas qualitative, il y a quelques millénaires, et qu'aujourd'hui non seulement elle s'accompagne de caractéristiques quantitatives, mais qu'elle s'enrichit de nombreux paramètres, pour aboutir à une description où la complexité se révèle complètement présente, et à propos de laquelle les recherches techniques sont à coup sûr pluridisciplinaires, et où la réflexion d'ensemble est en conséquence interdisciplinaire.

L'augmentation de la population mondiale est de l'ordre de 100 millions par an, soit 250 000 nouveaux être humains par jour ! D'ici 2025, si nos paramètres gardent la même valeur, c'est deux milliards d'individus qui verront le jour et s'inscriront dans le contexte urbain. La ville, dans ses caractéristiques actuelles, pourra-t-elle accueillir tous ces nouveaux habitants, sans rien changer à ses principes, simplement par grandissement homothétique ?

C'est en tout cas dans ce paysage numérique et évolutif qu'il faut placer nos débats, pour bien comprendre l'urgence et l'ampleur des problèmes posés. C'est dans ce cadre aussi, qu'il faut lire, apprécier, discuter les interventions des dix-sept auteurs de cet ouvrage. C'est pourquoi Yves Guermond et Nicole Mathieu ont eu bien raison d'inciter et d'encourager un groupe d'auteurs compétents dans un travail d'exploration très large et souvent sans a priori technique.

En effet d'innombrables questions se posent. Le développement durable est-il réellement en rupture avec le productivisme, contradiction que soulignait déjà Jean-Claude Levy il y a près de quinze ans et que discute aujourd'hui Frank Dominique Vivien (dans le livre de Marcel Jollivet, Le développement durable, de l'utopie au concept, 2001). Ou au moins apporte-t-il systématiquement des contraintes à l'action publique ? Peut-on calculer, même approximativement, le coût à payer par le consommateur d'une ville durable ? On dit que le système de transport commande la morphologie urbaine. Est-ce toujours vrai ? L'inverse n'est-il pas possible ?

Il n'est pas certain qu'on soit allé jusqu'au bout de la définition d'une cité idéale. Peu d'auteurs se sont lancés dans cet exercice difficile ; encore moins peut-être dans la mise en pratique de l'idée, pourtant souvent admise, de rendre la ville socialement équitable. La proximité des lieux de résidence, de travail, de consommation, de services, est souvent déclarée comme nécessaire, mais est-ce techniquement possible ?

À défaut de ville durable, on a aussi avancé le concept minoré de ville viable, dont le premier objectif serait d'assurer la qualité de l'environnement ; on serait alors très proche d'une définition écologique de la ville. La ville est-elle un écosystème ? Quelle signification donner à des inventaires de flore ou de faune urbaines ?

Existe-t-il ou a-t-il existé des villes non durables, ou des fractions de ville non durables, ou des aspects non durables d'agglomérations urbaines ? Après tout, y aura-t-il encore des villes, au sens habituel où nous l'entendons, dans l'avenir ?

Sans doute l'anthropisation des villes est-elle extrême, et pourtant l'habitabilité de certains milieux urbains est en question ; et les modes d'habiter, très discutés, ne sont certes pas définis une fois pour toutes.

La très grande disparité entre les situations des différents pays dans le monde, quels que soient leurs contextes politique, économique, géographique, et bien entendu météorologique, explique que la manière dont les gens rêvent de développement durable et de ville durable est extrêmement variée. Cela se reflète dans les interventions des auteurs de ce livre, puisque, de façon directe ou indirecte, sont représentés les différents continents, le contexte rural ou proprement urbain aussi bien que les différents thèmes issus des diverses composantes de l'environnement.

À la lecture des contributions annoncées, vous serez sans nul doute intéressés, mais plus encore vous vous poserez beaucoup de questions, dont à coup sûr celle-là : les villes vont-elles continuer d'exister selon les normes actuelles ? Les quartiers vont-ils s'exprimer ou se fondre dans l'ensemble de la ville, les espaces verts vont-ils se développer intra muros ou être rejetés en périphérie ? Et, à plus longue échéance, la ville, quelles qu'en soient les variantes, continuera-t-elle tout simplement d'exister ou sera-t-elle remplacée par des zones urbaines plus ou moins continues. En quoi la diminution de la part du temps de vie consacrée au travail social et l'évolution du contenu de ce travail pourront-elles modifier la manière d'habiter et la liste des exigences qu'on serait en droit de présenter aux institutions ?

Qu'est-ce qui est mineur dans l'évolution actuelle, qu'est ce qu'il est important d'explorer dans la ville d'aujourd'hui, pour mettre à jour les prémices de nouveautés acceptables et peut-être durables ?

C'est tout cela qu'en lisant cet ouvrage vous serez amenés à découvrir et sans doute parfois à imaginer. Nous avons besoin à très court terme d'une réflexion originale et multiple sur le statut des gens au milieu de leurs préoccupations quotidiennes, mais aussi sur leurs

soubaits quant à leur mode d'habiter, de travailler, de se transporter, de se distraire, étant entendu que la plus grande part de ces projets s'inscriront en milieu urbain.

Introduction

La ville durable : un enjeu scientifique

Nicole Mathieu, Yves Guermond

11

« Si l'on établissait un hit parade du vocabulaire sociopolitique contemporain, nul doute que l'expression 'développement durable' arriverait très bien placée, si ce n'est en tête du classement, dans ces deux dernières décennies » écrivait Marcel Jollivet dans son introduction à l'ouvrage *Le développement durable, de l'utopie au concept*¹ (M. Jollivet, 2001). On pouvait déjà alors en dire autant du terme « ville durable » ou, autre manière de dire, de celui de « développement urbain durable ». Mais depuis, en cette première décennie du nouveau siècle dont une moitié est déjà passée, l'usage de ces deux expressions n'a fait que s'amplifier. « La Ville durable » est (avec l'agriculture) l'une des déclinaisons territoriales les plus répandues de la nouvelle utopie, devant pour le moment celles de « Ruralité durable », de « Région durable » et *a fortiori* celle de « Paysage durable » dont l'émergence est à la fois plus récente et plus discrète.

L'envahissement est d'abord celui de la sphère politique car la question de la responsabilité des Villes, en tant que collectivités locales dotées d'une capacité d'action et d'un devoir de gestion de leur territoire face au développement durable, se pose dès la préparation du sommet de Rio. Sur la scène européenne, parallèlement aux déclarations d'intention que la question de la durabilité des villes ouvre, les conférences, « lieu d'approches nouvelles, d'une effervescence d'idées et d'expériences » (C. Emelianoff, 2003) se sont multipliées. La « campagne d'Ålborg » lancée officiellement en 1994 a joué un rôle central pour développer l'idée de la nouvelle responsabilité des pouvoirs urbains dans la mise en place du développement durable et pour inciter à élaborer des stratégies et les formes de contractualisation à la base de la nouvelle « gouvernance ». Les Agendas 21 locaux et plus largement les démarches locales de développement durable (« quartiers dits durables », « habitat soutenable »...) se sont aussi multipliés... Et logiquement ce bouillonnement se double

1. Qui est issu des Journées 1997 de l'association « Natures Sciences Sociétés-Dialogues » intitulées : « La notion de durabilité : quelles pistes pour la recherche ? » comme ce livre est le prolongement des Journées des 6 et 7 décembre 2000 de cette même association : « De l'écologie urbaine à la ville durable : quels besoins de recherche pour quelles pratiques interdisciplinaires ? » (Association NSS-Dialogues, 2000).

d'une littérature abondante mise à la disposition des acteurs politiques pour les engager dans cette revitalisation de leurs responsabilités et de leurs pouvoirs urbains.

Mais, comme on le constate presque toujours, le discours politique foisonnant qui, dès la fin des années quatre-vingt, accompagne l'utopie du développement durable, a gagné inéluctablement la sphère scientifique. Dans cette première décennie du XXI^e siècle la Ville durable triomphe dans ce champ que l'on appelle les « sciences de la ville ». Avec une antériorité sur les autres disciplines qui touchent à la gestion du territoire (mises à part peut-être les recherches liées à la forêt, à l'agriculture et à l'hydrologie continentale...), avec une avance dans certains pays (les pays nordiques en Europe, l'Amérique du nord et le Canada en particulier, G. Sénécal, 1996), les recherches urbaines sont aujourd'hui à ce point marquées par la question de la durabilité que l'on peut se demander si celle-ci n'est pas en train de réorganiser la production de ce champ scientifique. Comme le montre la bibliographie non exhaustive de cette introduction, mais aussi les bibliographies des auteurs qui ont collaboré à ce livre, ouvrages et numéros de revues ne cessent de titrer sur la gouvernance urbaine, le renouvellement urbain, l'urbanisme durable, accélérant la popularisation de ces termes dans la littérature scientifique, avec une ampleur qui nous renvoie à la période qui vit le triomphe de « l'aménagement du territoire » comme catégorie à la fois de pensée et d'action. Rien que pour l'année 2004, on peut relever un ouvrage des Presses de l'Université du Québec (A. Boisvert) et deux revues (*Écologie et politique*, n° 29 et *Historiens et Géographes*, n° 347), renvoyant à diverses disciplines, qui se consacrent au développement durable en faisant de la « Ville durable », de « l'Urbanisme durable », de « L'enjeu environnemental urbain » le nœud d'un nouveau paradigme scientifique et de l'émergence de nouvelles relations aux savoirs. L'invasion du politique dans la sphère scientifique s'est traduite aussitôt par une influence sur les organismes de recherche en institutionnalisant la question de la Ville durable au travers des appels d'offres nationaux (le programme interdisciplinaire « Développement urbain durable » du CNRS piloté par Jean-Pierre Gaudin)² ou européens (« Governance for sustainable development » dans le programme de recherche européen 2005 FP 6 priorité 7)... Il en est de même pour de nombreux laboratoires qui se doivent d'inscrire dans leurs intitulés et axes de recherche le « développement urbain durable », « la gestion des ressources et de la biodiversité en ville », « la gouvernance urbaine » (cf. entre autres, la chaire du développement durable à Sciences Po et l'Observatoire de la Ville et du Développement durable de l'université de Lausanne).

Cet envahissement peut faire penser qu'il n'y a pas besoin d'un ouvrage de plus, ce qui nous conduit à formuler précisément l'objectif et les enjeux de celui-ci.

2. Programme interdisciplinaire DUD, dir. J.-P. Gaudin, Appel d'offres 2003, 6 p., site : www.cnrs.fr/DEP/prg/Devlpmt-urbain-durable.html

Même s'il a fallu pour le construire tenir compte de l'ample bibliographie nationale et internationale, il ne s'agit pas ici ni de faire un nouvel historique d'une notion popularisée par le rapport Brundtland de 1987, ni de dresser un catalogue, éventuellement comparatif, des mesures diverses prises, de par le monde, au nom de la « Ville durable » (viable, *sustainable* ou *liveable*), ni même d'en faire un état des lieux académiques. Ceci ne servirait pas vraiment à clarifier une question qui reste en définitive encore obscure : mais Qu'est-ce que la ville durable ? Plus exactement, l'ambition de cet ouvrage est de tenter de construire la ville durable comme un objet scientifique à analyser objectivement en relation avec sa portée politique.

Il nous faut d'ailleurs rappeler la double origine de notre dessein qui, tout compte fait, s'inscrit dans la même orientation scientifique. Ce livre, en premier lieu, provient et prolonge la réflexion de fond engagée par l'association « Natures Sciences Sociétés-Dialogues » et la revue qu'elle anime³ sur la notion même de développement durable, ceci pour tenter le passage « de l'utopie au concept » (M. Jollivet, 2001). Catégorie à la fois de pensée et d'action, sa polysémie, la pluralité des dimensions qu'elle prétend concilier (l'écologique, le social, l'économique et l'éthique), son caractère complexe, contradictoire et temporel en font une question où se mêlent le scientifique et le politique, qui mérite donc une attention continue des disciplines qu'elle concerne. Parce qu'elle implique la complexité, elle devrait conduire à la construction d'objets hybrides et appeler l'interdisciplinarité. Des chantiers nouveaux s'offrent donc à la recherche où le(s) « territoire(s) » est un des passages obligés.

En deuxième lieu, parce qu'il porte sur la Ville et le développement urbain, l'ouvrage s'inscrit, dans le prolongement du colloque national d'écologie urbaine de Mions (Rhône) dont les actes ont été publiés par Jean-Marie Legay (1992). Tandis qu'Alain Ruellan alors directeur du programme Environnement du CNRS y déploierait que celui-ci soit jusqu'alors « peu porté vers l'urbain » et préconisait de « faire des choix de priorités scientifiques dans ce domaine de l'environnement urbain » (*idem* p. 5), Jean-Marie Legay appelait aux croisements de tous les points de vue disciplinaires : « Ce qui paraît faire la complexité de la ville, c'est qu'elle est tout à la fois un paysage, un milieu, une socialité, trois systèmes qui s'entrecroisent » (*idem* p. 9). Il s'agit d'un tournant, du moins pour la recherche en France, car, depuis lors, les ministères de l'Environnement et de l'Équipement s'engagent dans un programme « Écologie urbaine »⁴ pour « aider à clarifier l'interpellation du milieu

3. Et d'ailleurs, bien en amont, depuis l'ouvrage *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui* (N. Mathieu, M. Jollivet, 1989) et surtout par *Les passeurs de frontières* (M. Jollivet, 1992).

4. Cf. Programme « Écologie urbaine », 1997, ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement/Plan urbain. Il reprend la terminologie du « Manifeste pour l'écologie urbaine » qui proposait la notion d'« éco-socio-système urbain » pour désigner les relations entre les systèmes écologiques et les systèmes sociaux, in C. Garnier, P. Mirenowicz, 1984.

urbain par la sensibilité écologique » (1997 p. 5). C'est ainsi qu'au bilan du premier appel d'offres « La ville au risque de l'écologie, question à l'environnement urbain » (*idem* 1997), se remarquent les premières recherches « urbaines » interdisciplinaires, associant écologie et sciences sociales qui ont logiquement donné lieu à publications dans *Natures Sciences Sociétés* (P. Clergeau *et al.* 1996 ; C. Nicourt, J. M. Girault, 1997 ; N. Mathieu *et al.* 1997). Tournant pour certains, car tandis que la plupart des chercheurs poursuivent leurs analyses sur la densité, la concentration et la polarisation et les légitiment en les incluant dans le champ du développement urbain durable, tandis que d'autres s'interrogent sur l'identité, la pertinence scientifique et la portée épistémologique de la notion toujours ambiguë d'écologie urbaine (F. Beaucire, 1993), seul un petit nombre s'engage délibérément dans la « question de la nature en ville ». Leur hypothèse est la suivante : c'est en instruisant la dimension écologique de l'urbain (« Penser l'effacement de la nature dans la ville », N. Blanc *et al.* 1996 ; « Repenser la nature dans la ville », M. Mathieu, 2000) et en l'articulant aux dimensions socio-économiques et éthiques par la pratique interdisciplinaire, que l'on passera « De l'écologie urbaine à la ville durable » (V. Barnier, C. Tucoulet, 1999)⁵. Car, en l'associant à une catégorie spatiale, l'urbain, en l'appliquant à un objet précis : le territoire d'une ville, le développement durable pourrait devenir une question concrète : quelle durabilité des territoires et milieux de la ville ? Avec pour problème à résoudre d'un point de vue scientifique comme du point de vue politique : quelle est la meilleure conciliation possible des trois piliers du développement durable, ici et là, maintenant et pour demain ?

Mais ce rappel des sources de l'ouvrage ne signifie surtout pas un enfermement des éditeurs dans le courant de recherche qui l'a initié. Sans espérer être exhaustif et sans vouloir couvrir la diversité des villes, des espaces urbains et des civilisations urbaines, l'objectif est, au contraire, de s'adresser à l'ensemble des sensibilités scientifiques qui composent le champ des Études urbaines (des Sciences de la ville) et dont le capital de connaissances sur la ville est indispensable (V. Berdoulay et O. Soubeyran, 1996, 2002 ; F. Choay, 1965 ; M. Castells, 1972 ; M. Dear *et al.* 2002 ; P.H. Dericke *et al.* 1996 ; G. Dubois-Taine *et al.* 1997 ; G. Dupuy, 1991, 1995 ; J.-P. Gaudin, 1991 ; C. Ghora-Gobin, 1995 ; L. Mumford, 1961 ; M. Sauvez, 2001 ; T. Paquot *et al.*, 2000, entre autres). Notre propos est d'ouvrir aussi largement que possible et à tous ceux que le « développement urbain » concerne, le débat de fond posé par l'ambivalence même de la notion de ville durable – tout à la fois catégorie de pensée et d'action. Catégorie d'action d'abord qui tient pourtant sa légitimité de la Pensée, le développement urbain a-t-il besoin des sciences pour être durable ? Puisque, à l'instar de la monade de Leibniz la ville durable est avant tout

5. Titre en partie repris par les Journées de décembre 2000 organisées par NSS-Dialogues (*cf.* note 1).

une construction de la Pensée, comment et par quels cheminements peut-on passer « Du politique au scientifique » ? C'est autour de ces questions, justifiant d'ailleurs le titre de l'ouvrage, que se trouve son véritable enjeu.

Reformulons d'abord la question du politique. Puisque la pensée de « ville durable » prétend renouveler l'action, puisque, comme toute utopie, elle se présente comme l'instrument idéal d'une régénération des pratiques sur le réel, le développement durable dans son application à l'idée de ville apporte-t-il un nouveau « souffle » au politique, de nouvelles représentations et pratiques, voire des discontinuités (révolutions) dans les politiques urbaines ? Au-delà du jugement sur son caractère « nouveau », et parce que, dans l'idéologie dominante, le développement durable est précisément associé à l'idée du progrès politique, ne faut-il pas se demander s'il ne s'agit que d'un énième avatar du discours politique sur le changement des politiques publiques (J. P. Gaudin, 1998) incluant tous les problèmes qui n'ont toujours pas trouvé de solutions (la gestion de l'eau, des déchets ménagers, de l'accroissement des mobilités spatiales et de l'automobile, la politique énergétique, les espaces verts...) ? Ne s'agit-il donc pas d'un habillage des politiques non résolues sous les pseudo habits neufs d'une prise de conscience mondiale, d'un recyclage des anciens objectifs et des pratiques politiques donnant l'illusion de la conciliation entre pauvreté, développement du libéralisme économique et préservation des ressources renouvelables et de la biodiversité ?

Poser cette question de « science politique » à tous ceux que le développement urbain durable concerne ne doit cependant pas se limiter à développer une controverse classique entre ceux (Y. Guermond, 2005, J.-M. Holz, 2004) qui se demandent si cette utopie est vraiment nouvelle, arguant que plusieurs des objectifs de l'urbanisme durable sont fort peu différents des idéaux de ville qui l'ont précédé⁶ (Ebenez Howard, Gropius, voire Thomas More et Fourier), et ceux qui s'emploient à démontrer, dans une discussion strictement formelle, l'inversion des perspectives entre les chartes d'Athènes et celle d'Ålborg, et donc le caractère nouveau de cette utopie qui permet la « sortie de l'hygiénisme » (C. Emelianoff, 2003). Derrière cette controverse – nouveau ou pas nouveau ? –, qui peut sembler dérisoire par rapport au défi même de cette utopie politique, se cache en fait une même position *a priori* recourant à peu d'arguments « réalistes » qui se distinguent en deux points de vue : celui de la dénonciation systématique de ce qui ne serait qu'une nouvelle idéologie et, en retour, une défense inconditionnelle des politiques qui se font en son nom.

L'objectif est plutôt de repérer les moyens – existants ou à construire – d'une distanciation critique vis-à-vis de toutes les actions et politiques urbaines qui s'énoncent « durables » ou qui visent la durabilité. Cette mise à distance peut prendre

6. D'où la référence à Ebenez Howard (1902) et à sa cité-jardin « une ville conçue pour assurer dans de bonnes conditions la vie et le travail de ses habitants » (cité par Holz, 2004) ou à Gropius, 1943.

plusieurs voies. Celle d'abord qui consiste à réévaluer la capacité que les mots clés associés à la notion de ville durable ont d'intégrer ou plutôt de concilier les trois dimensions du développement durable. C'est ainsi que les thèmes de l'Agenda 21 de la conférence de Rio de 1992 (compacité, mixité, citoyenneté) font partie d'une panoplie qui peut former écran pour la conceptualisation des problèmes à résoudre. L'idéologie qu'ils véhiculent se décline en effet trop souvent de façon fragmentée : les transports (durables), les économies d'énergie, la lutte contre l'étalement urbain, la ressource en eau, les friches, la pollution. Les questions sociales, ou socio-économiques, y sont mal raccordées. Penser que le développement durable d'une ville peut provenir de la juxtaposition d'actions sectorielles « durables » est un contresens. C'est en effet la complexité qui caractérise cette notion, et on ne peut pas passer outre au caractère contradictoire de ses différentes dimensions, qui sont supposées mêler le progrès social, le développement économique et la préservation des ressources. « La perfection d'un organisme complexe suppose la perfection simultanée de ses différentes parties, ce qui, compte tenu de l'interdépendance entre ces parties, est quasiment impossible » écrivent (après Leibniz) C. Beaumont et J. M. Huriot (1997).

La mise à distance peut aussi prendre une autre forme qui consiste à ne pas s'engouffrer sans précaution réflexive dans l'analyse des premiers « succès » des politiques de développement urbain durable qui sont ainsi, peu à peu, érigés en « exemples à suivre » et font norme pour légitimer le sens général de toute politique de développement durable (C. Calenge, 1997). Ce procédé politique a été caractéristique des périodes d'émergence de la politique d'aménagement du territoire et de celle de la protection de la nature et de la création des parcs naturels et des espaces protégés. Ne faut-il pas, aujourd'hui, poser la question de l'effectivité des politiques de ville durable « en tous lieux », et se défier de l'idée que l'utopie politique se généralisera par diffusion et extension des territoires exemplaires comme ceux que l'on nomme déjà les « quartiers durables » ? Plutôt que de mettre en exergue pour preuve de la « conversion naissante de l'urbanisme au développement durable » ces « morceaux de ville » des tissus urbains existants, modèles de performances écologiques « qui fleurissent surtout dans les villes nord-européennes et en particulier scandinaves » (C. Emelianoff, 2004), ne faut-il pas prendre la précaution d'une mise à l'épreuve de tout territoire « ordinaire » et de tout « projet de territoire » au principe de conciliation des trois piliers du développement durable et des conditions proprement dites de son effectivité ?

On en vient donc à la deuxième question : quelle est la portée scientifique de l'utopie politique de la ville durable ? Ou, autrement dit, comment passer du champ politique à celui des sciences et, réciproquement ou en retour, comment introduire à bon escient les sciences dans le politique ? La mise à distance critique de ce qui se fait « au nom du développement durable » ne suffit pas à dire quelles sont les implications – au sens fort – qui sont induites, pour les chercheurs et les

disciplines de la ville, par la prise en compte de sa « durabilité ». Elle ne suffit pas non plus à rendre clairs les postures théoriques à construire et les chantiers de recherche à ouvrir, ce qui se veut l'enjeu central de cet ouvrage.

Nous faisons en effet l'hypothèse que la juste implication de la recherche scientifique dans la question politique de la ville durable ne peut être déterminée sans qu'il y ait discussion préalable du dilemme : le développement durable constitue-t-il ou non une rupture dans la pensée scientifique elle-même ? Comme tout concept politique « fort » l'a toujours fait et le fait encore si l'on se réfère à celui de « fin du développement » (F. Partant, 1982, 1988) ou de « décroissance » (S. Latouche, 2003), la notion de développement urbain durable produit-elle un « événement » scientifique, entraînant des déplacements, des passages de frontières, de nouvelles postures et pratiques de recherche ? Plus encore que la première interrogation qui s'adresse plutôt aux sciences politiques, sociales et de l'ingénieur dans leur rapport aux acteurs politiques, celle-ci vise tous les chercheurs et les disciplines de l'urbain en les engageant à prendre la mesure de la force de ce choc sur les positions de recherche proprement dites.

C'est pourquoi l'ouvrage laisse peu de place à une première attitude, au demeurant assez répandue dans le champ des études urbaines, qui consiste à refuser le caractère nouveau et la discontinuité de la notion de ville durable. Les arguments scientifiques alors avancés se déclinent en deux registres. Le premier met l'accent sur l'idéologisation voire la mystification sociale que le développement durable recouvre à chaque fois qu'il s'applique à un objet scientifique (R. Brunet, 1997) alors même que le capitalisme mondialisé s'étend avec son cortège d'inégalités aggravées. Comment dès lors adopter une terminologie qui n'a de raison d'être que d'obscurcir les évolutions réelles et les faits ! La déontologie du scientifique est au contraire de dénoncer les discours moralisateurs, voire de légitimer par ses écrits le contre slogan « À bas le développement durable » (S. Latouche, 2003). Quant au second, assez largement majoritaire, il se contente de souligner les points de continuité entre la notion de « ville durable » et les concepts antérieurs forgés pour faire progresser les savoirs de l'urbanisme et l'amélioration des modes de vie citadins. Mesurer la « qualité de vie des villes françaises » (C. Tobelem-Zanin, 1995), mettre en relation la croissance des flux automobiles et des consommations énergétiques avec des indicateurs de densité et surtout de « compacité » des villes européennes, montrer les conséquences sur les paysages et l'environnement de l'étalement urbain et de la périurbanisation, suivre l'évolution des migrations alternantes et intercensales et l'allongement des distances parcourues, montrer l'inégal accès aux espaces verts selon les couches sociales dominant tel ou tel quartier..., toutes ces thématiques et ces outils préexistaient à l'engouement pour la ville durable et, de toutes façons, s'inscrivent pleinement dans ce qui n'est qu'un nouveau souffle pour des problématiques bien établies qu'il faut adapter au fil du temps et du changement social. Nous l'avons vu précédemment, les études urbaines ont été moins sensibles que les études

rurales à « La question de la nature aujourd'hui » (N. Mathieu, M. Jollivet, 1989) ainsi qu'à la controverse « développement-environnement », qui conduira à la construction du contre concept « Éco-développement » (I. Sachs, 1993, 1994) lui-même précurseur de celui de *sustainable development*. Ce recyclage scientifique de problématiques dans le droit fil de l'aménagement du territoire peut d'ailleurs s'accommoder d'une appropriation, sans remise en cause théorique, du mot de durabilité, et produire de nouvelles classifications et identification de territoires plus ou moins conformes à une idéalité par nature impossible à atteindre (quartiers écologiques, villes « vertes »...).

Aussi, l'ouvrage privilégie-t-il plutôt les analyses de chercheurs pour qui l'utopie de la ville durable introduit, du fait même de la difficulté de sa mise en œuvre, une discontinuité dans les systèmes de connaissance. La question devient alors : concevoir la ville durable comme un objet de recherche peut-il engendrer, et à quelles conditions, des questions scientifiques nouvelles et de nouveaux concepts ? Oser affronter la question « Qu'est-ce que la ville durable ? » comme une question scientifique à instruire a-t-il des conséquences épistémologiques ? S'agit-il d'un nouveau paradigme et, si la réponse est positive, entraîne-t-il une rupture épistémologique ou un aménagement des connaissances antérieures ?

La encore, on peut distinguer deux sortes de postures théoriques et de pratiques de recherche. La première consiste à réfléchir dans le cadre de sa discipline « urbaine » – la sociologie, l'économie, la géographie, l'architecture et l'urbanisme sont alors particulièrement concernées – les déplacements et changements cognitifs que la prise en considération du développement durable comme un concept induit. Peut-on instruire la question en mobilisant les outils propres à chaque discipline (concepts, hypothèses, dispositifs de mesures, observation, expérience et modélisation...) ? Lesquels sont performants, lesquels sont à abandonner, lesquels sont à créer ? Cette mise à l'épreuve des disciplines nous semble essentielle pour passer « du politique au scientifique ».

La seconde, qui n'est d'ailleurs pas contradictoire avec la précédente, part du point de vue que la rupture conceptuelle est telle qu'elle appelle le croisement des points de vue disciplinaires, la mise en œuvre de pratiques interdisciplinaires, voire la transgression disciplinaire et l'émergence d'un nouveau mode de connaissance (H. Nowotny *et al.* 2001), ceci pour avancer dans la résolution des problèmes posés par la quasi aporie de sa mise en application ? L'hypothèse est alors qu'aucune discipline ne peut à elle seule : ni instruire les différentes dimensions qui sont à la base de la notion de ville durable, celle naturaliste ou environnementale qui prend appui sur les concepts de ressources renouvelables, de biodiversité et de milieu, celle économique qui revisite les concepts de croissance, de capitalisme, de modernisation⁷,

7. D'où les contre propositions de « *ecological modernization* » (Buttel, 2000) ou de « décroissance soutenable » (Latouche, *op. cit.*).